

# **INSTITUT D'ÉMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER**

## **BULLETIN TRIMESTRIEL DE CONJONCTURE**

**SUIVI DE LA CONJONCTURE FINANCIÈRE ET BANCAIRE**

*N° 131 – 1<sup>er</sup> trimestre 2007*

**SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON**

**Sommaire**

<i>Méthodologie</i>	3
<i>1. Synthèse</i>	5
<i>2. Les actifs financiers de la clientèle non financière</i>	8
<i>Les placements des ménages</i>	9
<i>Les disponibilités des entreprises</i>	10
<i>3. Les passifs financiers de la clientèle non financière</i>	11
<i>3.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux</i>	11
<i>L'endettement des ménages</i>	12
<i>L'endettement des entreprises</i>	13
<i>3.2 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit</i>	14
<i>4. Les risques sectoriels</i>	15
<i>5. Rappel des taux</i>	17
<i>5.1 Taux réglementés</i>	17
<i>5.2 Principaux taux de marché</i>	17
<i>5.3 Taux de l'usure</i>	17
<i>6. Monnaie fiduciaire</i>	18
<i>6.1 Emission de billets euros</i>	18
<i>6.2 Emission de pièces euros</i>	18

## Méthodologie

### 1) Les établissements de crédit locaux et non installés localement

Pour l'IEDOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale. Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme non installés localement. Ainsi, par exemple, l'Agence française de développement dispose effectivement d'un guichet sur place mais ne fournit pas de bilan ou de compte de résultat local.

La Poste et le Trésor sont assimilés à des établissements locaux.

### 2) Actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici concernent uniquement les dépôts dans les banques locales, à La Poste et au Trésor public. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale auprès des banques métropolitaines.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se répartissent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, Codevi et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM - Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières - monétaires).

L'épargne à long terme est constituée des portefeuilles-titres, des OPCVM non monétaires, des plans d'épargne logement, des plans d'épargne populaire et des autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les données relatives aux opérations des compagnies d'assurance intervenant dans l'archipel.

Les ménages regroupent les particuliers, les entrepreneurs individuels et les administrations privées ; les entreprises correspondent aux sociétés non financières ; les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

### 3) Passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés les crédits octroyés par les établissements de crédit locaux puis les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit (installés localement ou non).

Les établissements de crédit non installés localement et intervenant à Saint-Pierre et Miquelon sont principalement la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia – Crédit local de France, l'Agence française de développement (AFD), la Casden-BP, ou encore Natexis-Banque Populaire.

Les entrepreneurs individuels sont répartis entre les entreprises et les ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des particuliers) et les autres catégories de crédit des entrepreneurs individuels (relatives à leur activité) ont été intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des sociétés non financières).

Pour les entreprises (sociétés non financières et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Concernant les ménages (particuliers, administrations privées et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits à la consommation regroupent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations centrales et de sécurité sociale.

#### **4) Service Central des Risques (SCR) et SCR douteux**

Le Service Central des Risques (SCR) de la Banque de France recense, à partir d'un seuil déclaratif de 25 000 euros de crédits par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par les établissements de crédit implantés sur le territoire français. Cette source d'information permet, même si elle n'est pas exhaustive, une analyse sectorielle des encours de crédit.

## 1. Synthèse

## Actifs financiers

## ✓ Des actifs financiers en baisse

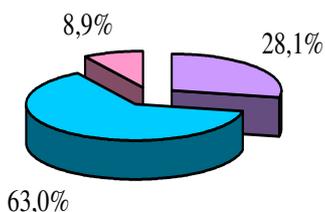
Au 31 mars 2007, l'ensemble des actifs financiers de la clientèle s'élevait à 168,871 millions d'euros, en recul de 3,3% sur un trimestre et de 3,7% sur un an.

Répartis par **agents** économiques, les ménages de l'archipel détiennent une part prépondérante de ces actifs avec 83,6%, les sociétés non financières en détenant 7,4% et les autres agents 9%.

Par **nature**, ces actifs sont répartis - de manière déséquilibrée - entre les dépôts à vue (28,1%), les placements liquides ou à court terme (63%) et l'épargne à long terme (8,9%). Par rapport au précédent trimestre, les dépôts à vue (47,537 millions d'euros) s'inscrivent en nette baisse de 16,8%, l'épargne à long terme (14,984 millions d'euros) et les placements liquides ou à court terme (106,350 millions d'euros) progressant respectivement de 11% et de %, 2,3%.

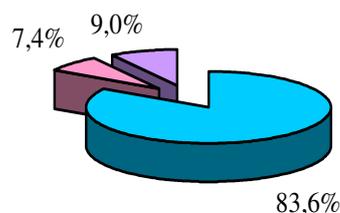
Les **dépôts à vue** sont détenus à 61,6% par les ménages, à 20,4% par les autres agents et à 18% par les sociétés non financières. Les **placements liquides ou à court terme** sont détenus à 91,1% par les ménages, 5,2% par les autres agents et 3,7% par les sociétés non financières. Enfin, l'**épargne à long terme** est entièrement détenue par les ménages, les contrats d'assurance-vie représentant près de 52% de cet actif.

Répartition des actifs par nature au 31 mars 2007



■ Dépôts à vue ■ Placements liquides ou à court terme ■ Epargne à long terme

Répartition des actifs par agents au 31 mars 2007



■ Ménages ■ Sociétés non financières ■ Autres agents

Les actifs des **sociétés non financières** (12,509 millions d'euros) enregistrent une baisse de 18,5% sur un trimestre. Ils sont répartis entre les dépôts à vue (68,6%) et les placements liquides ou à court terme (31,4%). Les *dépôts à vue* diminuent de 28,5%. Dans le même temps, les *placements liquides ou à court terme* enregistrent une progression de 16,9% ; ces actifs sont constitués à 99,8% de placements indexés sur les taux de marché - en l'occurrence, des comptes à terme -, la part des comptes d'épargne à régime spécial étant peu significative (moins de 1%).

Les actifs des **ménages** (141,169 millions d'euros) s'inscrivent en hausse de 1,7% sur un trimestre. Les *dépôts à vue* baissent de 2,2% alors que les *placements liquides ou à court terme* progressent de 1,7%. L'*épargne à long terme* affiche toutefois une hausse de 11% : les contrats d'assurance-vie progressant de 9%, les OPCVM non monétaires de 18,5% et les plans d'épargne logement de 3,1%.

Les actifs des **autres agents** (15,193 millions d'euros) reculent de 25,8% sur un trimestre : la forte baisse de 36,3% des *dépôts à vue* est à peine compensée par la progression de 4,3% des *placements liquides ou à court terme*.

**En glissement annuel**, le taux de croissance de l'ensemble des actifs financiers s'établit à 3,7%. Cette progression est imputable à 10,3% aux autres agents et à 3,5% aux ménages, les sociétés non financières affichant un léger recul de 0,5%. Les *dépôts à vue* et l'*épargne à long terme* demeurent bien orientés avec une hausse respective de 5% et de 20,4%, l'encours des *placements liquides ou à court terme* affichant également une tendance à la hausse (+1,2%). La progression des dépôts à vue est imputable à 14,7% aux autres agents, à 9% aux sociétés non financières et à 1,1% aux ménages. La hausse de 1,2% des placements liquides ou à court terme est à mettre au compte des autres agents (3,3%) et des ménages (2%) ; elle compense largement la baisse de 16,4% enregistrée sur les sociétés non financières. Enfin, avec 20,4%, l'épargne à long terme poursuit sa hausse continue depuis des années : les contrats d'assurance-vie augmentent de 15,8%, les OPCVM non monétaires de 33,9% et les plans d'épargne logement de 11%.

**Passifs financiers**

✓ *Des concours bancaires en progression*

Le montant des **concours bruts** octroyés par l'ensemble des établissements de crédit (locaux et non installés localement) s'élevait au 31 mars 2007 à 149,060 millions d'euros, soit une hausse de 5,5% sur un trimestre et de 2,3% sur un an.

Près de 118,5 millions d'euros, soit 79,5% de l'encours global, sont consentis par des établissements de crédit locaux.

L'encours global est réparti entre les entreprises (32,8%), les ménages (48,5%), les Collectivités locales (18,5%) et les autres agents (0,2%).

Le montant global des crédits sains s'élève à 129,811 millions d'euros. L'**encours sain** des ménages en représente près de 54%, celui des entreprises environ 25% et celui des Collectivités locales 21%.

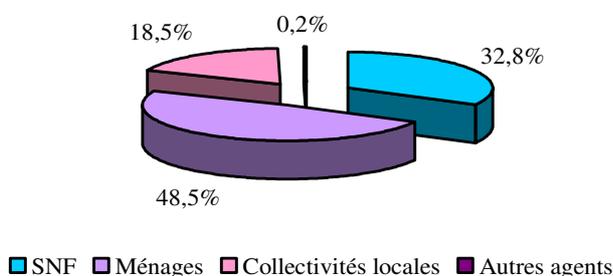
L'encours global des **créances douteuses brutes** (19,249 millions d'euros) enregistre une hausse de 1,7% sur un trimestre - liée notamment à une progression de 2,9% des créances douteuses sur les entreprises -. Le **taux global de créances douteuses** s'élève ainsi à 12,9%, en recul de 0,5 point par rapport au précédent trimestre. Ce ratio se situe à 15,6% (-0,2 point) pour les seuls établissements de crédit locaux, étant entendu que près de 96% des créances douteuses émanent des établissements de crédit locaux.

L'encours brut des **entreprises** s'élève à 48,873 millions d'euros - dont 91,2% octroyés par des établissements de crédit locaux -, en progression de 8,1% sur un trimestre. Les *crédits d'exploitation* - en hausse de 13,2% - représentent plus de 35% de cet encours. Les *crédits d'investissement* - en hausse de 9,3% - en représentent 29%. Depuis septembre 2005, aucun *crédit à l'habitat* n'est déclaré en faveur des entreprises. Les *créances douteuses brutes* sur les entreprises (16,963 millions d'euros) progressent de 2,9% sur un trimestre. Le *taux de créances douteuses* des entreprises s'établit ainsi à 34,7%, en diminution de 1,8 point par rapport au précédent trimestre.

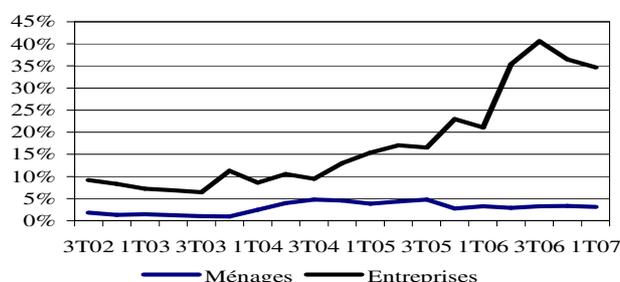
L'encours brut des **ménages** (72,303 millions d'euros) - dont près de 89% octroyés par des établissements de crédit locaux - s'inscrit en léger recul de 0,5%, après avoir atteint son niveau record au cours du précédent trimestre. Les *crédits à la consommation* diminuent de 2,8% tandis que les *crédits à l'habitat* enregistrent une petite hausse de 0,5%. Les *créances douteuses brutes* sur les ménages (2,278 millions d'euros) sont en baisse de 6,1%. A 3,2%, le *taux de créances douteuses* des ménages demeure relativement stable par rapport au précédent trimestre (-0,1 point).

L'encours global des concours aux **Collectivités locales** (27,528 millions d'euros) - dont 33,4% octroyés par des établissements de crédit locaux - progresse de 19,8% sur un trimestre : la baisse de 13,3% des *crédits d'exploitation* (14,8% de l'encours) est largement compensée par la nette progression (35,8%) des *crédits à l'équipement* (71,5% de l'encours). Les *autres crédits* (13,6% de l'encours) n'ont, pour leur part, pas évolué au cours de la période.

Répartition des crédits par agents au 31 mars 2007



Evolution des créances douteuses dans l'encours



**En glissement annuel**, l'encours global des passifs financiers enregistre une hausse de 2,3%. Le montant global des créances douteuses brutes progresse également de 4,8%. Le taux de créances douteuses brutes s'élève à 12,9%, en hausse de 0,3 point par rapport au 31 mars 2006.

L'encours des *entreprises* est en hausse de 5,9%. Les crédits d'exploitation, les crédits d'investissement et les autres crédits diminuent respectivement de 15,9%, 6,7% et 34,1%. Dans le même temps, les créances douteuses brutes des entreprises affichent une hausse de 74%. Le taux de créances douteuses des entreprises s'établit à 34,7%, en nette progression de 13,6 points sur un an.

L'encours des *ménages* progresse de 5,3%. La consommation et l'investissement des ménages demeurent bien orientés : les crédits à la consommation et les crédits à l'habitat augmentent respectivement de 16,9% et 6,3%. Les crédits à la consommation sont de plus en plus contractés en métropole : 21,8% à fin mars 2007, contre 19,3% à fin mars 2006 et 18,4% à fin mars 2005. Enfin, les créances douteuses brutes des ménages sont en léger recul de 0,2%. Le taux de créances douteuses des ménages demeure relativement stable sur un an (-0,1 point).

L'encours des *Collectivités locales* diminue de 8,3%. En un an, les crédits d'exploitation et les crédits à l'équipement font un bond respectif de 43,6% et 19,9%. Les autres crédits enregistrent toutefois une baisse de 15,4%. La part des crédits contractés par les Collectivités locales auprès des établissements de crédit métropolitains augmente : 66,6% à fin mars 2007, contre 46,7% à fin mars 2006 et 48,2% à fin mars 2005.

### **Les risques recensés au Service Central des Risques**

Le Service Central des Risques (SCR) de la Banque de France est chargé de centraliser mensuellement les concours accordés par les établissements de crédit et les entreprises d'investissement dès lors qu'ils atteignent, par bénéficiaire déclarable, par guichet et par nature de déclaration, le seuil fixé par instruction de la Banque de France.

Au 31 mars 2007, l'encours des crédits aux entreprises et aux administrations recensé par le Service Central des Risques de la Banque de France s'élevait à 76,235 millions d'euros.

Le secteur « Administrations et Collectivités locales » concentre 25,7% de l'encours total. La part de ce secteur est traditionnellement la plus importante. Elle est suivie des secteurs « Immobiliers, locations et services aux entreprises » (19%) et « Commerce » (16,4%). Ces trois secteurs représentent à eux seuls 61,1% de l'encours total déclaré, soit 46,6 millions d'euros. La part des « Hôtels et restaurants » (3,3%), « Industrie et énergie » (5,9%) et « Secteur primaire » (5,7%) dans l'encours total est relativement faible. Elle représente un peu de plus de 11 millions d'euros.

Les concours déclarés au SCR sont répartis entre quatre principales rubriques : les crédits à court terme, les crédits à moyen et long terme, le crédit-bail et la location avec option d'achat, et les engagements hors-bilan. Au 31 mars 2007, l'encours global se répartit principalement entre les crédits à moyen et long terme (55,9%) et les crédits à court terme (26,4%).

## 2. Les actifs financiers de la clientèle non financière

Actifs financiers par agent économique

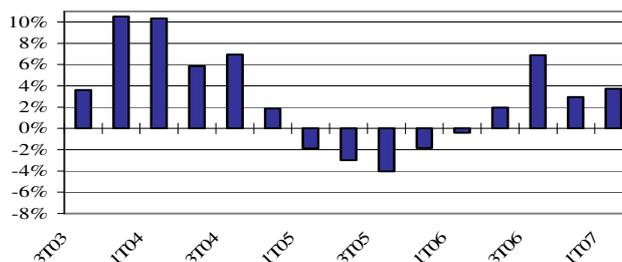
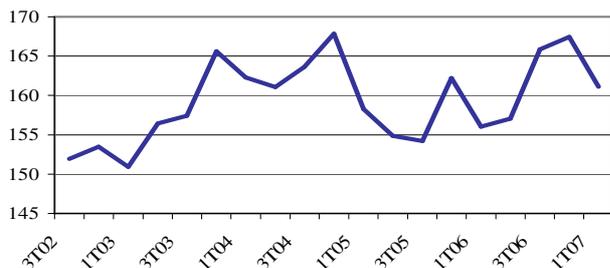
	31-déc-04	31-mars-05	30-juin-05	30-sept-05	31-déc-05	31-mars-06	30-juin-06	30-sept-06	31-déc-06	31-mars-07	Variations	
											1 an	1 trim.
<b>Sociétés non financières</b>	15,940	14,362	13,197	12,296	14,662	12,576	11,614	12,816	15,355	12,509	-0,5%	-18,5%
Dépôts à vue	11,276	8,763	8,924	7,821	11,481	7,868	7,110	8,322	11,991	8,575	9,0%	-28,5%
Placements liquides ou à court terme	4,664	5,599	4,273	4,475	3,181	4,708	4,504	4,494	3,364	3,934	-16,4%	16,9%
Comptes d'épargne à régime spécial						0,042	0,035	0,064	0,037	0,007	-83,3%	-81,1%
Placements indexés sur les taux de marché	4,664	5,599	4,273	4,475	3,181	4,666	4,469	4,430	3,327	3,927	-15,8%	18,0%
dont comptes à terme	4,664	5,599	4,273	4,475	3,181	4,666	4,469	4,430	3,327	3,927	-15,8%	18,0%
OFCVM monétaires												
certificats de dépôt												
<b>Epargne à long terme</b>												
dont OFCVM non monétaires												
<b>Ménages</b>	137,582	134,174	135,672	136,394	137,529	136,420	139,999	142,839	138,782	141,169	3,5%	1,7%
Dépôts à vue	28,745	27,312	29,111	29,399	29,114	28,955	31,979	35,415	29,957	29,287	1,1%	-2,2%
Placements liquides ou à court terme	99,293	96,951	95,438	94,389	95,301	95,017	95,362	94,371	95,321	96,896	2,0%	1,7%
Comptes d'épargne à régime spécial	31,058	31,510	32,083	32,349	33,526	33,552	33,276	33,594	34,361	34,086	1,6%	-0,8%
Livrets ordinaires	26,729	27,073	27,530	27,700	28,521	28,406	28,098	28,324	28,886	28,519	0,4%	-1,2%
Livrets A et bleus	3,953	4,054	4,169	4,245	4,586	4,719	4,741	4,814	5,019	5,094	7,9%	1,5%
Livrets jeunes	0,350	0,355	0,355	0,355	0,370	0,382	0,387	0,406	0,425	0,426	11,5%	0,2%
Livrets d'épargne populaire												
CCDEV							0,005	0,005	0,005	-	-	-100,0%
Comptes d'épargne logement	0,026	0,028	0,029	0,049	0,049	0,045	0,045	0,045	0,046	0,047	4,4%	2,2%
Placements indexés sur les taux de marché	68,235	65,441	63,355	62,040	61,775	61,465	62,066	60,777	60,960	62,812	2,2%	3,0%
dont OFCVM monétaires												
Comptes créditeurs à terme	61,236	58,563	56,771	55,795	56,011	55,773	56,394	55,969	57,902	59,826	7,3%	3,3%
<b>Epargne à long terme</b>	9,544	9,911	11,123	12,606	13,114	12,448	12,658	13,053	13,504	14,984	20,4%	11,0%
Plans d'épargne logement	1,612	1,642	1,909	1,720	2,015	2,061	2,074	2,134	2,218	2,287	11,0%	3,1%
Plans d'épargne populaire												
Autres comptes d'épargne												
Portefeuille-titres												
OFCVM non monétaires	2,995	3,111	3,378	3,544	3,682	3,682	3,724	4,097	4,159	4,930	33,9%	18,5%
Contrats d'assurance-vie	4,937	5,158	5,836	7,342	7,417	6,705	6,860	6,822	7,127	7,767	15,8%	9,0%
<b>Autres agents</b>	19,292	14,816	11,840	12,867	17,426	13,773	12,284	17,036	20,470	15,193	10,3%	-25,8%
Dépôts à vue	13,679	8,778	6,435	7,517	11,952	8,432	7,100	11,363	15,181	9,675	14,7%	-36,3%
Placements liquides ou à court terme	5,613	6,038	5,405	5,350	5,474	5,341	5,184	5,673	5,289	5,518	3,3%	4,3%
Comptes d'épargne à régime spécial	3,782	3,939	3,368	3,377	3,448	3,265	3,126	3,038	3,062	3,056	-6,4%	-0,2%
Placements indexés sur les taux de marché	1,831	2,099	2,037	1,973	2,026	2,076	2,058	2,635	2,227	2,462	18,6%	10,6%
<b>Epargne à long terme</b>												
<b>Total actifs financiers</b>	172,814	163,352	160,709	161,557	169,617	162,769	163,887	172,691	174,607	168,871	3,7%	-3,3%
Dépôts à vue	53,700	44,853	44,470	44,737	52,547	45,255	46,189	55,100	57,129	47,537	5,0%	-16,8%
Placements liquides ou à court terme	109,570	108,588	105,116	104,214	103,956	105,066	105,050	104,538	103,974	106,350	1,2%	2,3%
Comptes d'épargne à régime spécial	34,840	35,449	35,451	35,726	36,974	36,659	36,437	36,696	37,460	37,149	0,8%	-0,8%
Placements indexés sur les taux de marché	74,730	73,139	69,665	68,488	66,982	68,207	68,613	67,842	66,514	69,201	1,5%	4,0%
<b>Epargne à long terme</b>	9,544	9,911	11,123	12,606	13,114	12,448	12,658	13,053	13,504	14,984	20,4%	11,0%

### Ensemble des actifs financiers

(hors assurance vie)

En millions d'euros

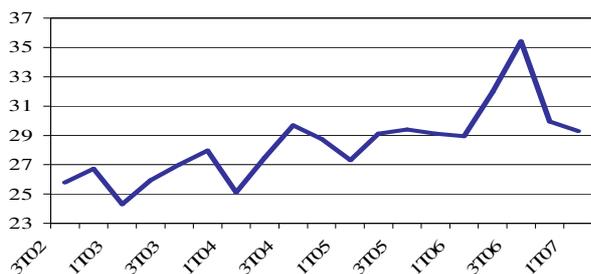
Variation en glissement annuel



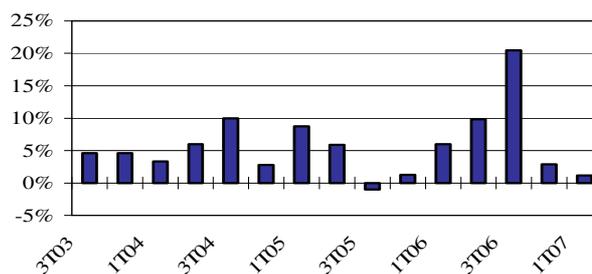
**Les placements des ménages**

**Dépôts à vue**

En millions d'euros

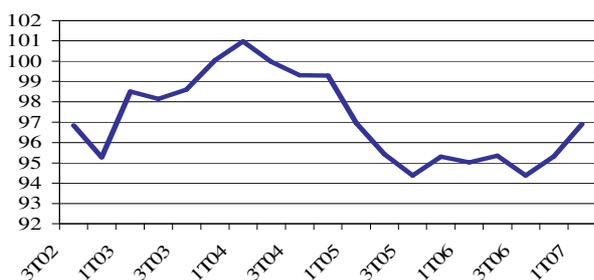


Variation en glissement annuel

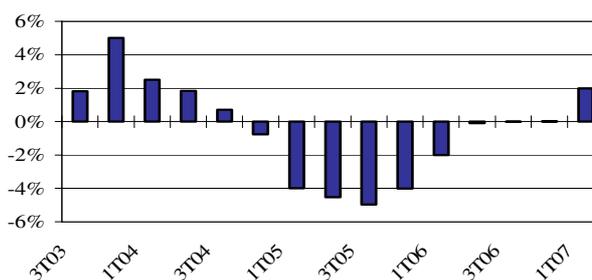


**Placements liquides ou à court terme**

En millions d'euros

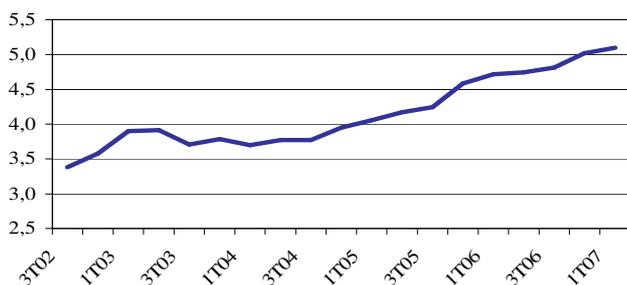


Variation en glissement annuel

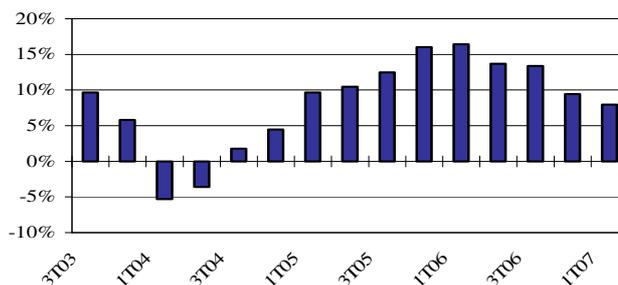


**Livrets A et bleu**

En millions d'euros

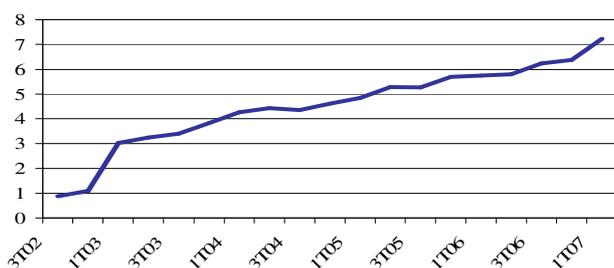


Variation en glissement annuel

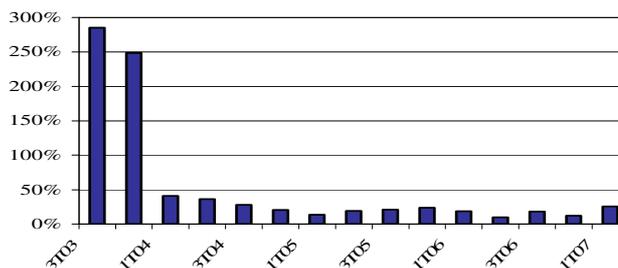


**Épargne à long terme (hors assurance-vie)**

En millions d'euros

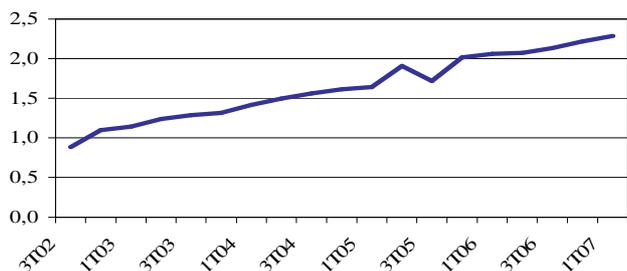


Variation en glissement annuel

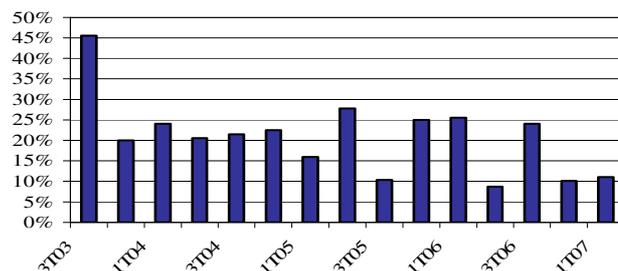


**Plans d'épargne logement**

En millions d'euros



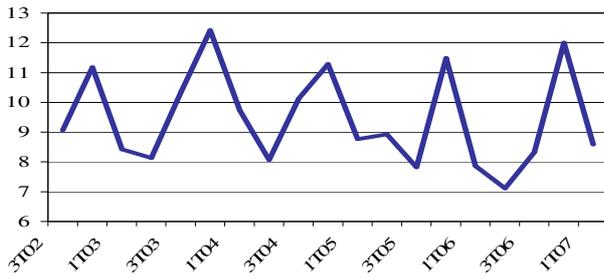
Variation en glissement annuel



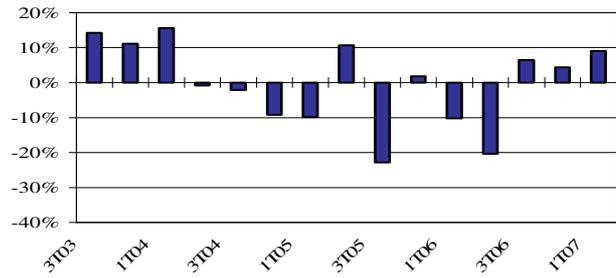
**Les disponibilités des entreprises**

**Dépôts à vue**

En millions d'euros

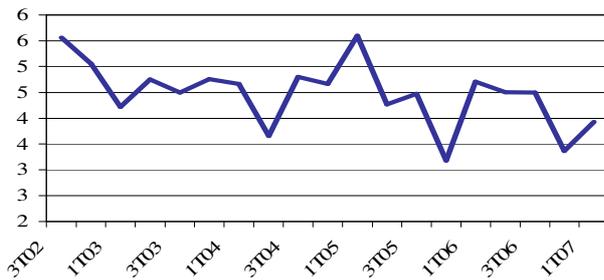


Variation en glissement annuel

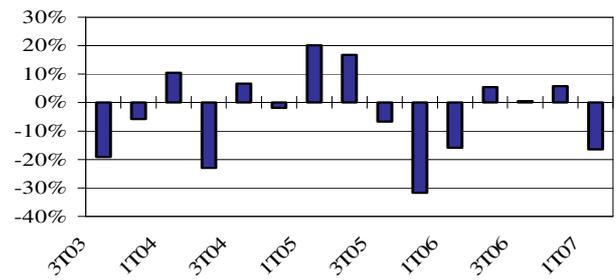


**Placements liquides ou à court terme**

En millions d'euros



Variation en glissement annuel



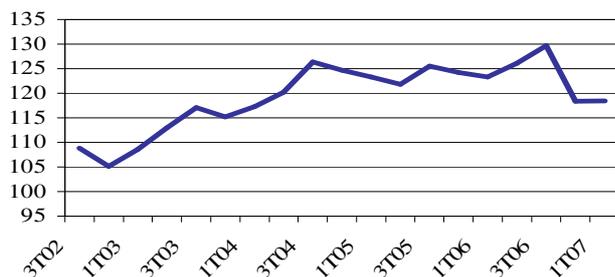
### 3. Les passifs financiers de la clientèle non financière

#### 3.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux

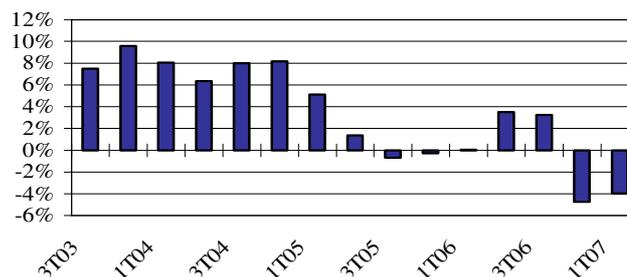
	31-déc.-04	31-mars-05	30-juin-05	30-sept-05	31-déc.-05	31-mars-06	30-juin-06	30-sept-06	31-déc.-06	31-mars-07	Variations	
											1 an	1 trim.
<b>Entreprises</b>												
Crédits d'exploitation	14,888	15,620	14,805	15,671	20,631	20,527	20,638	21,243	15,264	17,265	-15,9%	13,1%
Créances commerciales	3,535	3,380	2,884	3,520	1,973	1,705	2,559	4,039	1,889	0,766	-55,1%	-59,4%
Crédits de trésorerie	0,326	0,364	0,374	0,108	8,544	7,885	6,417	5,458	6,678	6,125	-22,3%	-8,3%
Comptes ordinaires débiteurs	11,027	11,876	11,547	12,043	10,114	10,937	11,662	11,746	6,697	10,374	-5,1%	54,9%
Affacturage											-	-
Crédits d'investissement	13,345	13,459	13,858	14,000	13,149	13,264	12,456	10,578	10,387	10,173	-23,3%	-2,1%
Crédits à l'équipement	13,345	13,459	13,858	14,000	13,149	13,264	12,456	10,578	10,387	10,173	-23,3%	-2,1%
Crédit-bail											-	-
Crédits à l'habitat	4,335	4,226	4,151	3,898							-	-
Autres crédits	5,466	4,279	4,541	4,719	0,761	0,725	0,714	0,510	0,493	0,478	-34,1%	-3,0%
<b>Encours sain</b>	<b>38,034</b>	<b>37,584</b>	<b>37,355</b>	<b>38,288</b>	<b>34,541</b>	<b>34,516</b>	<b>33,808</b>	<b>32,331</b>	<b>26,144</b>	<b>27,916</b>	<b>-19,1%</b>	<b>6,8%</b>
Créances douteuses brutes	6,170	7,437	8,333	8,198	11,233	9,747	19,480	23,491	16,440	16,650	70,8%	1,3%
<b>Encours total</b>	<b>44,204</b>	<b>45,021</b>	<b>45,688</b>	<b>46,486</b>	<b>45,774</b>	<b>44,263</b>	<b>53,288</b>	<b>55,822</b>	<b>42,584</b>	<b>44,566</b>	<b>0,7%</b>	<b>4,7%</b>
Taux de créances douteuses	14,0%	16,7%	18,5%	18,0%	24,9%	22,6%	37,0%	43,0%	38,7%	37,5%	14,9	-1,2
<b>Ménages</b>												
Crédits à la consommation	5,542	5,302	5,675	5,827	6,425	6,287	6,318	6,592	7,449	7,120	13,2%	-4,4%
Crédits de trésorerie	4,453	4,366	4,835	4,976	5,594	5,482	5,584	5,740	6,696	6,404	16,8%	-4,4%
Comptes ordinaires débiteurs	1,009	0,857	0,762	0,773	0,755	0,730	0,661	0,780	0,682	0,646	-11,5%	-5,3%
Crédit-bail	0,080	0,079	0,078	0,078	0,076	0,075	0,073	0,072	0,071	0,070	-6,7%	-1,4%
Crédits à l'habitat	49,358	48,967	49,117	50,161	50,390	49,968	50,656	51,528	52,597	52,766	5,6%	0,3%
Autres crédits	6,869	6,352	5,566	6,387	4,354	3,765	3,554	3,115	2,892	2,649	-29,6%	-8,4%
<b>Encours sain</b>	<b>61,769</b>	<b>60,621</b>	<b>60,358</b>	<b>62,375</b>	<b>61,169</b>	<b>60,020</b>	<b>60,528</b>	<b>61,235</b>	<b>62,938</b>	<b>62,535</b>	<b>4,2%</b>	<b>-0,6%</b>
Créances douteuses brutes	2,795	2,390	2,559	3,139	1,838	2,260	1,747	1,933	2,232	1,811	-19,9%	-18,8%
<b>Encours total</b>	<b>64,564</b>	<b>63,011</b>	<b>62,917</b>	<b>65,514</b>	<b>63,007</b>	<b>62,280</b>	<b>62,275</b>	<b>63,168</b>	<b>65,170</b>	<b>64,346</b>	<b>3,3%</b>	<b>-1,3%</b>
Taux de créances douteuses	4,3%	3,8%	4,1%	4,8%	2,9%	3,6%	2,8%	3,1%	3,4%	2,8%	-0,8	-0,6
<b>Collectivités locales</b>												
Crédits d'exploitation	2,082	1,642	0,801	1,515	2,607	2,845	3,498	4,162	4,714	4,072	43,1%	-13,6%
Crédits de trésorerie					0,347	0,203	1,272	2,047	2,034	1,792	782,8%	-11,9%
Comptes ordinaires débiteurs	2,082	1,642	0,801	1,515	2,260	2,642	2,226	2,115	2,680	2,280	-13,7%	-14,9%
Crédits à l'équipement	7,481	9,431	8,511	6,805	6,621	6,452	5,544	5,360	5,166	4,922	-23,7%	-4,7%
Autres crédits	4,657	2,560	2,462	0,760	0,363	0,363	0,363	0,188	0,188	0,188	-48,2%	0,0%
<b>Encours sain</b>	<b>14,220</b>	<b>13,633</b>	<b>11,774</b>	<b>9,080</b>	<b>9,591</b>	<b>9,660</b>	<b>9,405</b>	<b>9,710</b>	<b>10,068</b>	<b>9,182</b>	<b>-4,9%</b>	<b>-8,8%</b>
Créances douteuses brutes				3,865	4,823	6,344	0,015	0,013	0,007	0,008	-99,9%	16,6%
<b>Encours total</b>	<b>14,220</b>	<b>13,633</b>	<b>11,774</b>	<b>12,945</b>	<b>14,414</b>	<b>16,004</b>	<b>9,420</b>	<b>9,723</b>	<b>10,075</b>	<b>9,190</b>	<b>-42,6%</b>	<b>-8,8%</b>
Taux de créances douteuses				29,9%	33,5%	39,6%	0,2%	0,1%	0,1%	0,1%	-39,5	0,0
<b>Autres agents</b>												
<b>Encours sain</b>	<b>1,622</b>	<b>1,619</b>	<b>1,432</b>	<b>0,597</b>	<b>1,033</b>	<b>0,782</b>	<b>1,089</b>	<b>0,918</b>	<b>0,535</b>	<b>0,356</b>	<b>-54,5%</b>	<b>-33,5%</b>
Créances douteuses brutes					0,018	0,002	0,027				-100,0%	-
<b>Encours total</b>	<b>1,622</b>	<b>1,619</b>	<b>1,432</b>	<b>0,597</b>	<b>1,051</b>	<b>0,784</b>	<b>1,116</b>	<b>0,918</b>	<b>0,535</b>	<b>0,356</b>	<b>-54,6%</b>	<b>-33,5%</b>
Taux de créances douteuses					1,7%	0,3%	2,4%				-0,3	-
<b>TOTAL</b>												
<b>Encours sain</b>	<b>115,645</b>	<b>113,457</b>	<b>110,919</b>	<b>110,340</b>	<b>106,334</b>	<b>104,978</b>	<b>104,830</b>	<b>104,194</b>	<b>99,685</b>	<b>99,989</b>	<b>-4,8%</b>	<b>0,3%</b>
Créances douteuses brutes	8,965	9,827	10,892	15,202	17,912	18,353	21,268	25,438	18,678	18,468	0,6%	-1,1%
<b>Encours total</b>	<b>124,610</b>	<b>123,284</b>	<b>121,811</b>	<b>125,542</b>	<b>124,246</b>	<b>123,331</b>	<b>126,098</b>	<b>129,632</b>	<b>118,363</b>	<b>118,457</b>	<b>-4,0%</b>	<b>0,1%</b>
Taux de créances douteuses	7,2%	8,0%	8,9%	12,1%	14,4%	14,9%	16,9%	19,6%	15,8%	15,6%	0,7	-0,2
Taux de provisionnement	52,5%	49,0%	53,6%	62,2%	55,6%	58,4%	47,3%	40,0%	56,3%	60,5%	2,1	4,3

#### Ensemble des crédits des EC locaux

En millions d'euros

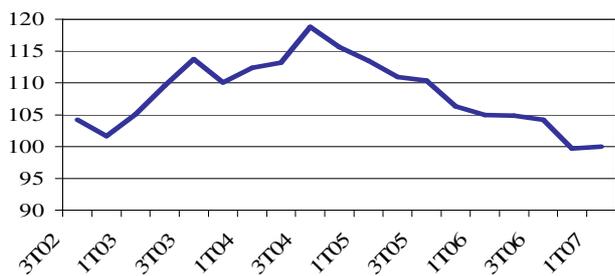


Variation en glissement annuel

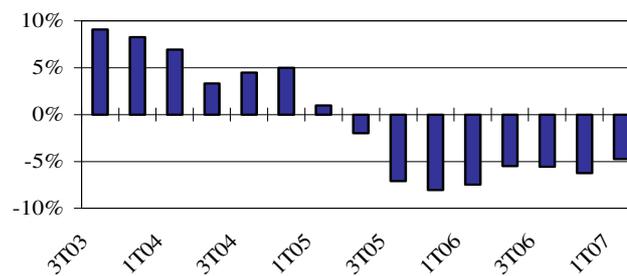


#### Encours de crédits sains des EC locaux

En millions d'euros



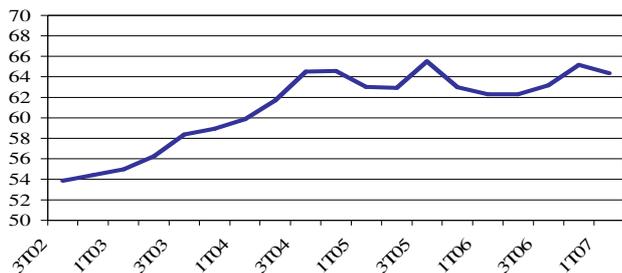
Variation en glissement annuel



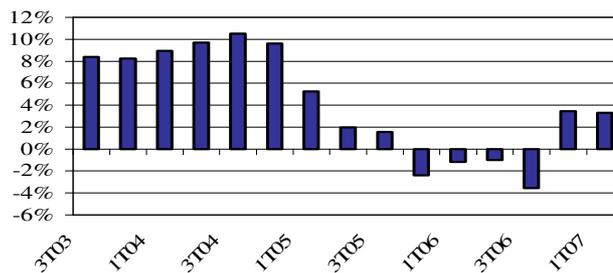
**L'endettement des ménages**

**Ensemble des concours**

En millions d'euros

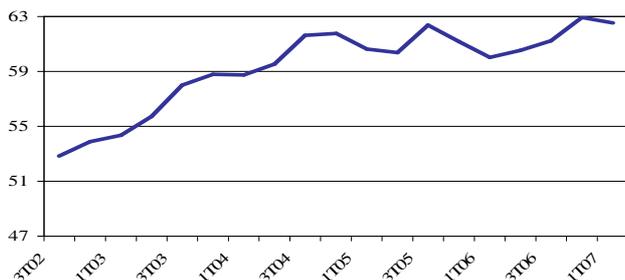


Variation en glissement annuel

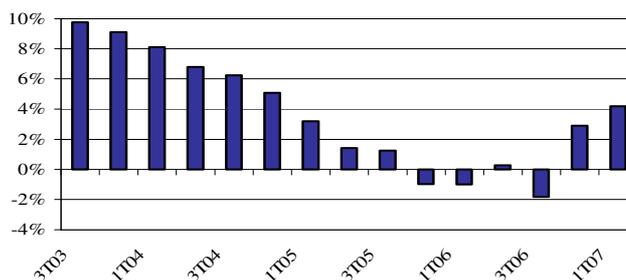


**Ensemble des concours sains**

En millions d'euros

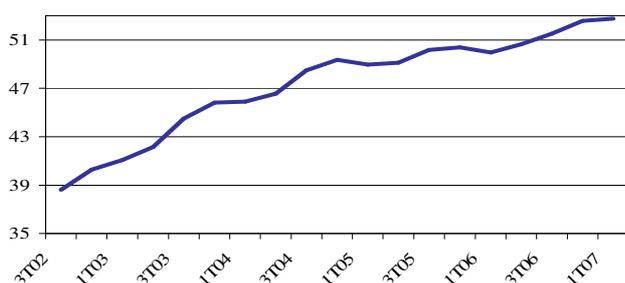


Variation en glissement annuel

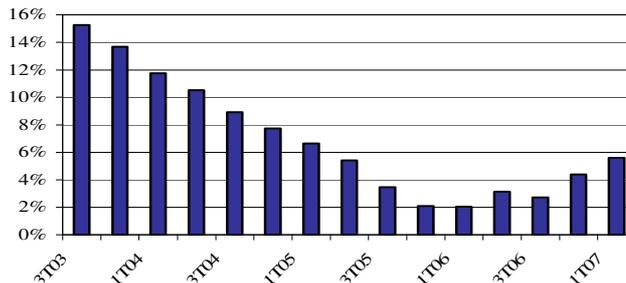


**Crédits à l'habitat**

En millions d'euros

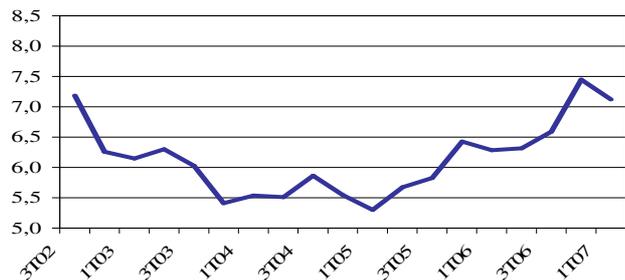


Variation en glissement annuel

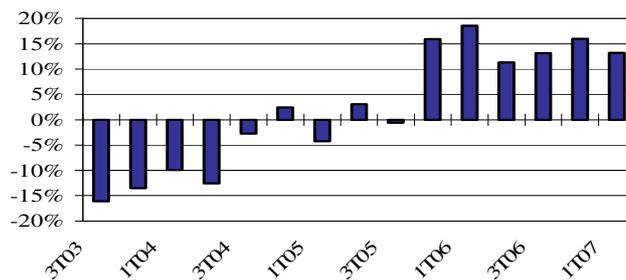


**Crédits à la consommation**

En millions d'euros

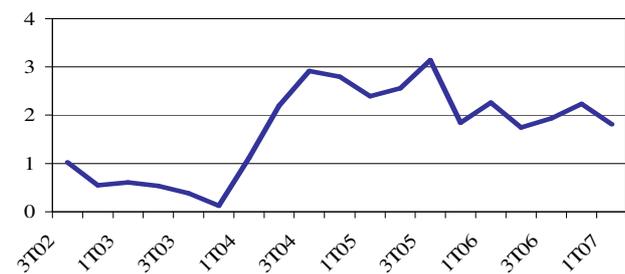


Variation en glissement annuel



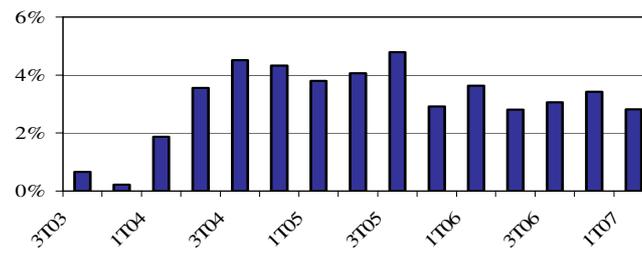
**Créances douteuses brutes**

En millions d'euros



**Taux de créances douteuses**

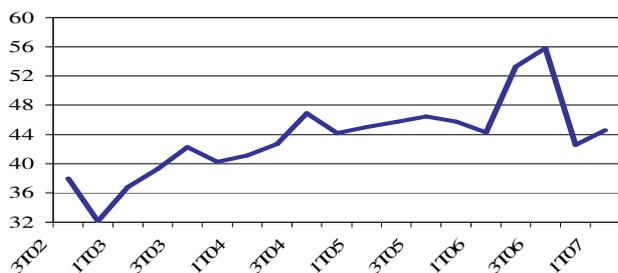
En pourcentage



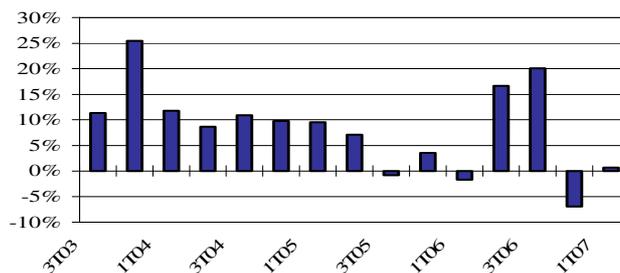
**L'endettement des entreprises**

**Ensemble des concours**

En millions d'euros

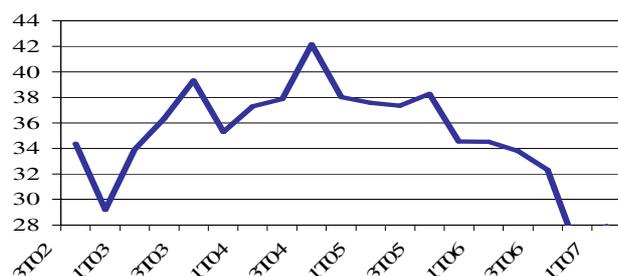


Variation en glissement annuel

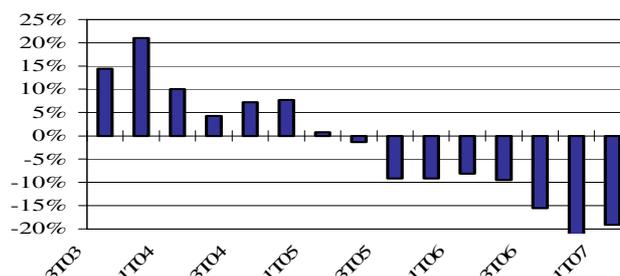


**Ensemble des concours sains**

En millions d'euros

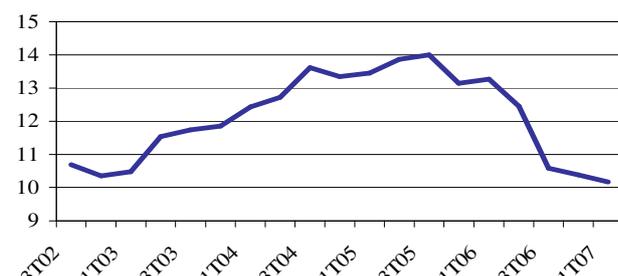


Variation en glissement annuel

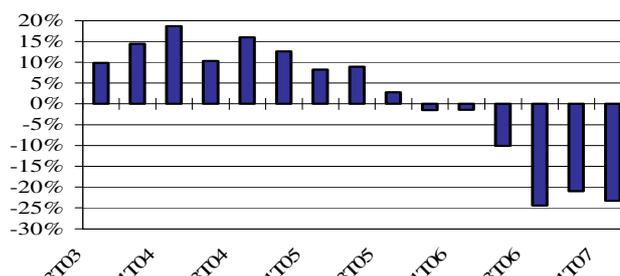


**Crédits d'investissement**

En millions d'euros

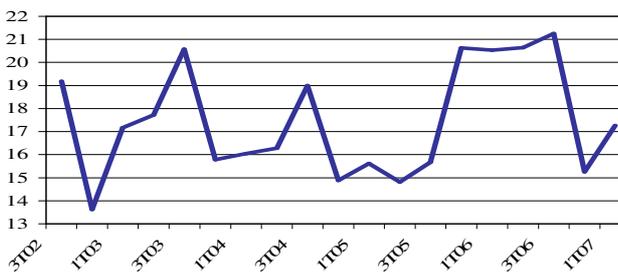


Variation en glissement annuel

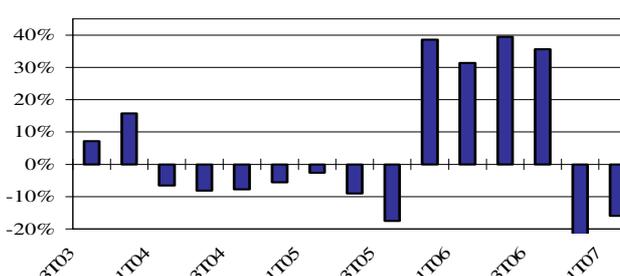


**Crédits d'exploitation**

En millions d'euros

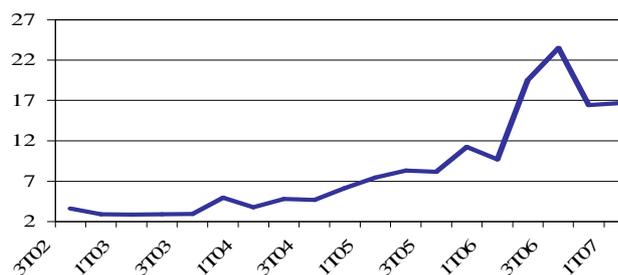


Variation en glissement annuel



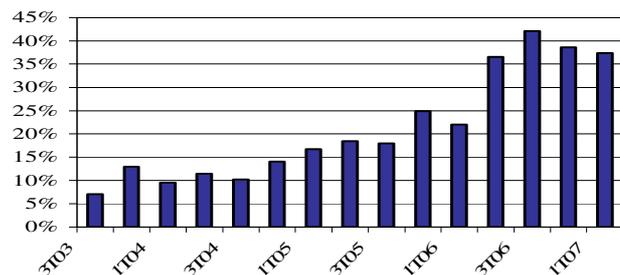
**Créances douteuses brutes**

En millions d'euros



**Taux de créances douteuses**

En pourcentage

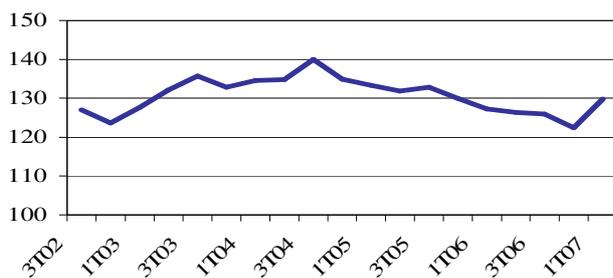


3.2 Concours consentis par l'ensemble des établissements de crédit

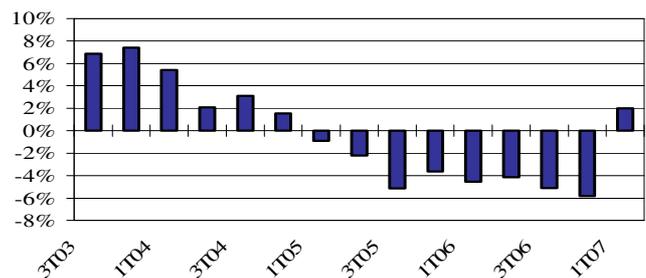
	31-déc.-04	31-mars-05	30-juin-05	30-sept-05	31-déc.-05	31-mars-06	30-juin-06	30-sept-06	31-déc.-06	31-mars-07	Variations	
											1 an	1 trim.
<b>Entreprises</b>												
Crédits d'exploitation	14,888	15,620	14,805	15,671	20,631	20,527	20,638	21,243	15,264	17,273	-15,9%	13,2%
Créances commerciales	3,535	3,380	2,884	3,520	1,973	1,705	2,559	4,039	1,889	0,766	-55,1%	-59,4%
Crédits de trésorerie	0,326	0,364	0,374	0,108	8,544	7,885	6,417	5,458	6,678	6,133	-22,2%	-8,2%
Comptes ordinaires débiteurs	11,027	11,876	11,547	12,043	10,114	10,937	11,662	11,746	6,697	10,374	-5,1%	54,9%
Affecturage												
Crédits d'investissement	16,596	16,581	16,991	17,085	16,112	15,169	14,249	12,654	12,956	14,159	-6,7%	9,3%
Crédits à l'équipement	16,596	16,581	16,991	17,085	16,112	15,169	14,249	12,654	12,956	14,159	-6,7%	9,3%
Crédit-bail												
Crédits à l'habitat	4,335	4,226	4,151	3,898							-	-
Autres crédits	5,466	4,279	4,541	4,719	0,761	0,725	0,714	0,510	0,493	0,478	-34,1%	-3,0%
<b>Encours sain</b>	<b>41,285</b>	<b>40,706</b>	<b>40,488</b>	<b>41,373</b>	<b>37,504</b>	<b>36,421</b>	<b>35,601</b>	<b>34,407</b>	<b>28,713</b>	<b>31,910</b>	<b>-12,4%</b>	<b>11,1%</b>
Créances douteuses brutes	6,170	7,437	8,333	8,198	11,233	9,747	19,552	23,563	16,491	16,963	74,0%	2,9%
<b>Encours total</b>	<b>47,455</b>	<b>48,143</b>	<b>48,821</b>	<b>49,571</b>	<b>48,737</b>	<b>46,168</b>	<b>55,153</b>	<b>57,970</b>	<b>45,204</b>	<b>48,873</b>	<b>5,9%</b>	<b>8,1%</b>
Taux de créances douteuses	13,0%	15,4%	17,1%	16,5%	23,0%	21,1%	35,5%	40,6%	36,5%	34,7%	13,6	-1,8
<b>Ménages</b>												
Crédits à la consommation	6,568	6,497	6,835	7,066	7,874	7,791	7,838	8,268	9,367	9,107	16,9%	-2,8%
Crédits de trésorerie	5,479	5,561	5,995	6,215	7,043	6,986	7,104	7,416	8,614	8,384	20,0%	-2,7%
Comptes ordinaires débiteurs	1,009	0,857	0,762	0,773	0,755	0,730	0,661	0,780	0,682	0,653	-10,5%	-4,3%
Crédit-bail	0,080	0,079	0,078	0,078	0,076	0,075	0,073	0,072	0,071	0,070	-6,7%	-1,4%
Crédits à l'habitat	51,275	51,750	52,022	53,215	55,335	54,826	55,380	56,201	57,961	58,269	6,3%	0,5%
Autres crédits	6,869	6,352	5,570	6,388	4,354	3,765	3,554	3,115	2,892	2,649	-29,6%	-8,4%
<b>Encours sain</b>	<b>64,712</b>	<b>64,599</b>	<b>64,427</b>	<b>66,669</b>	<b>67,563</b>	<b>66,382</b>	<b>66,772</b>	<b>67,584</b>	<b>70,220</b>	<b>70,025</b>	<b>5,5%</b>	<b>-0,3%</b>
Créances douteuses brutes	3,094	2,587	2,928	3,383	1,933	2,283	1,980	2,253	2,427	2,278	-0,2%	-6,1%
<b>Encours total</b>	<b>67,806</b>	<b>67,186</b>	<b>67,355</b>	<b>70,052</b>	<b>69,496</b>	<b>68,665</b>	<b>68,752</b>	<b>69,837</b>	<b>72,647</b>	<b>72,303</b>	<b>5,3%</b>	<b>-0,5%</b>
Taux de créances douteuses	4,6%	3,9%	4,3%	4,8%	2,8%	3,3%	2,9%	3,2%	3,3%	3,2%	-0,1	-0,1
<b>Collectivités locales</b>												
Crédits d'exploitation	2,082	1,642	0,801	1,515	2,607	2,845	3,498	4,162	4,714	4,086	43,6%	-13,3%
Crédits de trésorerie					0,347	0,203	1,272	2,047	2,034	1,806	789,7%	-11,2%
Comptes ordinaires débiteurs	2,082	1,642	0,801	1,515	2,260	2,642	2,226	2,115	2,680	2,280	-13,7%	-14,9%
Crédits à l'équipement	15,801	17,518	17,806	17,452	16,832	16,409	15,242	14,934	14,496	19,681	19,9%	35,8%
Autres crédits	9,238	7,141	6,789	5,087	4,436	4,436	4,182	4,007	3,753	3,753	-15,4%	0,0%
<b>Encours sain</b>	<b>27,121</b>	<b>26,301</b>	<b>25,396</b>	<b>24,054</b>	<b>23,875</b>	<b>23,690</b>	<b>22,922</b>	<b>23,103</b>	<b>22,963</b>	<b>27,520</b>	<b>16,2%</b>	<b>19,8%</b>
Créances douteuses brutes				3,865	4,823	6,344	0,015	0,013	0,007	0,008	-99,9%	14,3%
<b>Encours total</b>	<b>27,121</b>	<b>26,301</b>	<b>25,396</b>	<b>27,919</b>	<b>28,698</b>	<b>30,034</b>	<b>22,937</b>	<b>23,116</b>	<b>22,970</b>	<b>27,528</b>	<b>-8,3%</b>	<b>19,8%</b>
Taux de créances douteuses							0,1%	0,1%	0,0%	0,0%	0,0	0,0
<b>Autres agents</b>												
<b>Encours sain</b>	<b>1,764</b>	<b>1,717</b>	<b>1,530</b>	<b>0,695</b>	<b>1,033</b>	<b>0,782</b>	<b>1,089</b>	<b>0,918</b>	<b>0,535</b>	<b>0,356</b>	<b>-54,5%</b>	<b>-33,5%</b>
Créances douteuses brutes					0,018	0,002	0,027				-100,0%	-
<b>Encours total</b>	<b>1,764</b>	<b>1,717</b>	<b>1,530</b>	<b>0,695</b>	<b>1,051</b>	<b>0,784</b>	<b>1,116</b>	<b>0,918</b>	<b>0,535</b>	<b>0,356</b>	<b>-54,6%</b>	<b>-33,5%</b>
Taux de créances douteuses												
<b>TOTAL</b>												
<b>Encours sain</b>	<b>134,882</b>	<b>133,323</b>	<b>131,841</b>	<b>132,791</b>	<b>129,975</b>	<b>127,275</b>	<b>126,384</b>	<b>126,012</b>	<b>122,431</b>	<b>129,811</b>	<b>2,0%</b>	<b>6,0%</b>
Créances douteuses brutes	9,264	10,024	11,261	15,446	18,007	18,376	21,574	25,829	18,925	19,249	4,8%	1,7%
<b>Encours total</b>	<b>144,146</b>	<b>143,347</b>	<b>143,102</b>	<b>148,237</b>	<b>147,982</b>	<b>145,651</b>	<b>147,958</b>	<b>151,841</b>	<b>141,356</b>	<b>149,060</b>	<b>2,3%</b>	<b>5,5%</b>
Taux de créances douteuses	6,4%	7,0%	7,9%	10,4%	12,2%	12,6%	14,6%	17,0%	13,4%	12,9%	0,3	-0,5
Taux de provisionnement	50,8%	48,1%	51,9%	61,3%	55,3%	58,4%	46,9%	39,7%	55,6%	58,1%	-0,2	2,5

Encours sain total

En millions d'euros

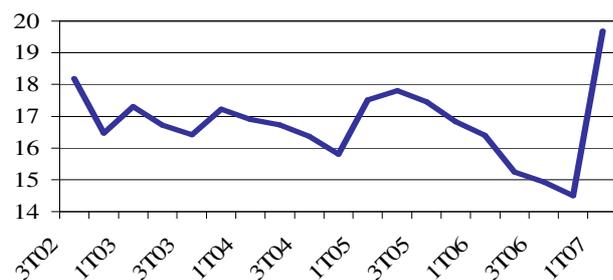


Variation en glissement annuel

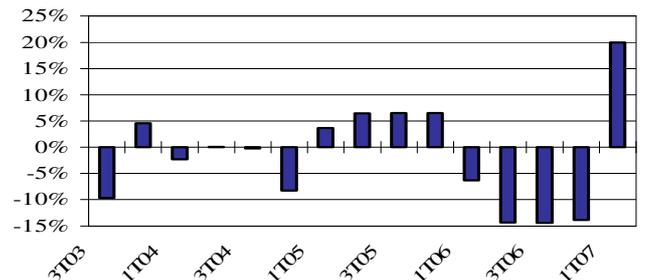


Encours des crédits à l'équipement des Collectivités locales

En millions d'euros

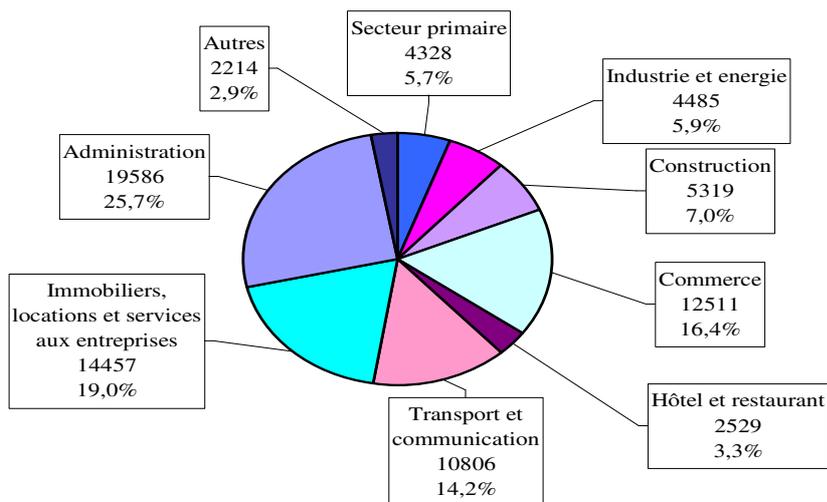


Variation en glissement annuel



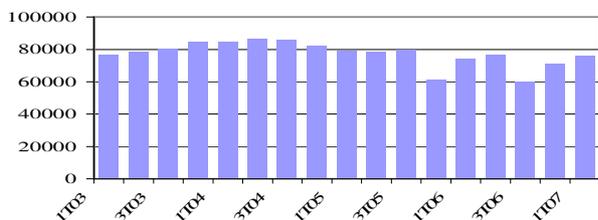
## 4. Les risques sectoriels

Répartition des risques par secteur au 31 mars 2007 (milliers d'euros et %)

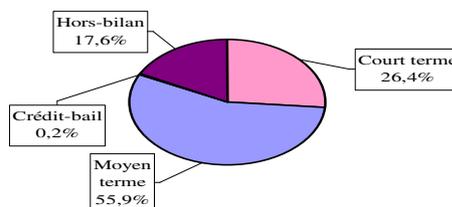


### Evolution globale

En milliers d'euros

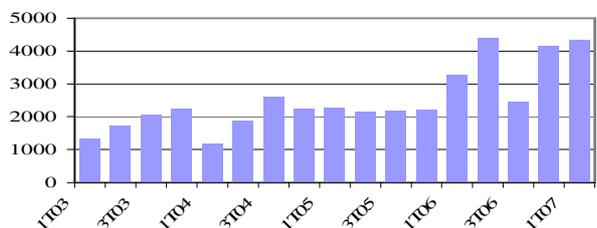


Structure (en %)

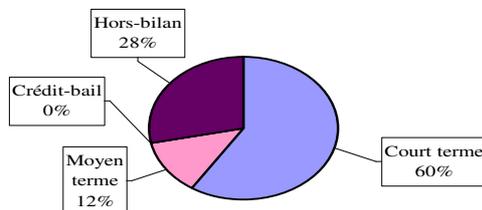


### Secteur primaire

En milliers d'euros

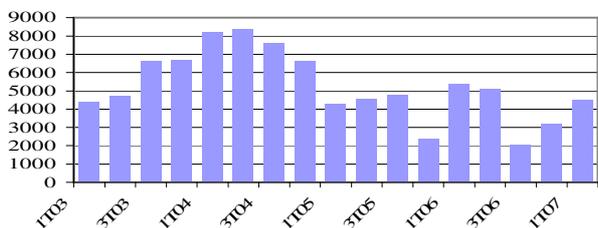


Structure (en %)

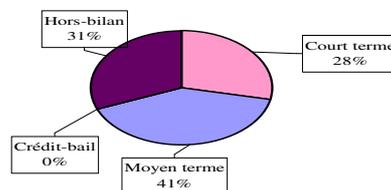


### Industrie

En milliers d'euros

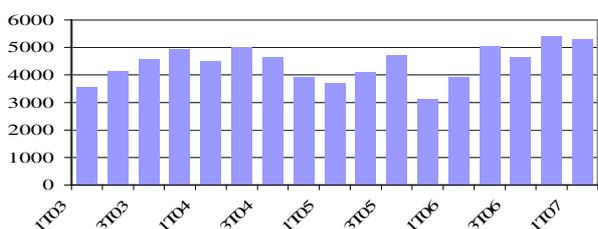


Structure (en %)

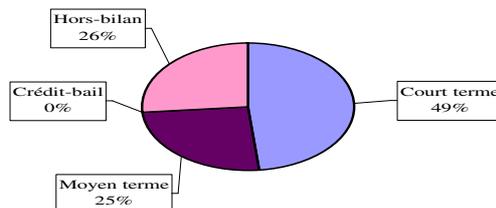


### Construction

En milliers d'euros

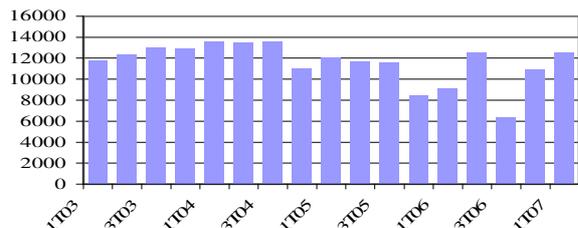


Structure (en %)

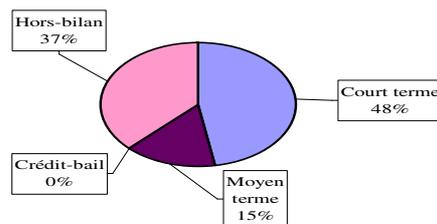


**Commerce**

En milliers d'euros

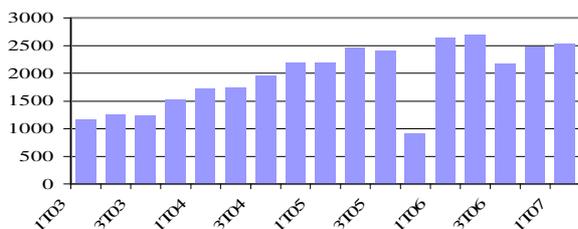


Structure (en %)

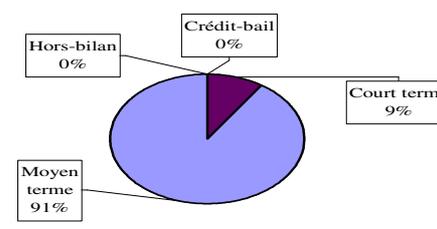


**Hôtels et restaurants**

En milliers d'euros

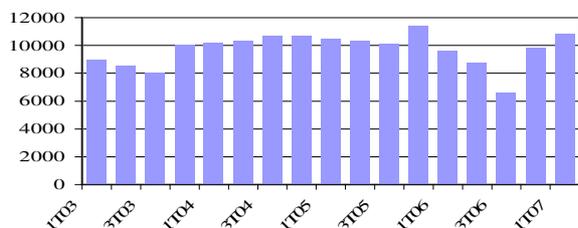


Structure (en %)

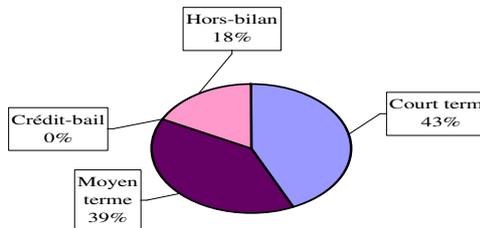


**Transports et télécommunications**

En milliers d'euros

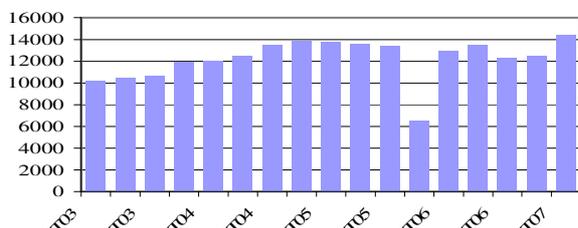


Structure (en %)

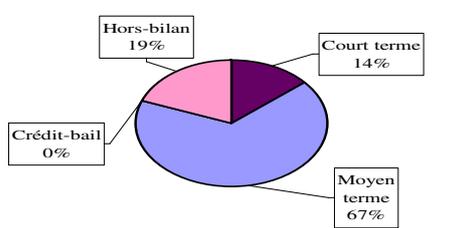


**Immobilier, location et services aux entreprises**

En milliers d'euros

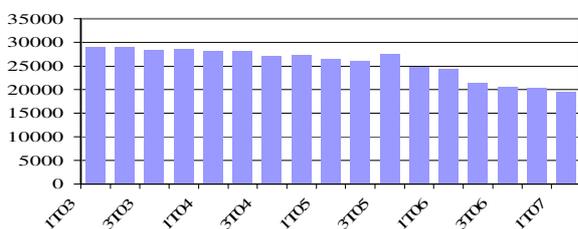


Structure (en %)

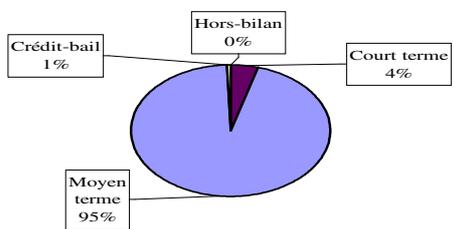


**Administration**

En milliers d'euros

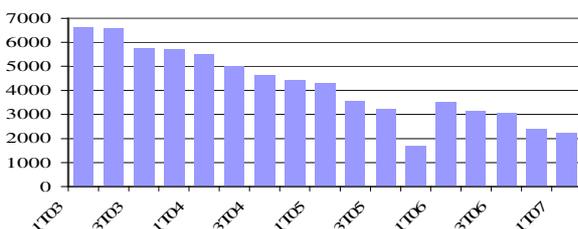


Structure (en %)

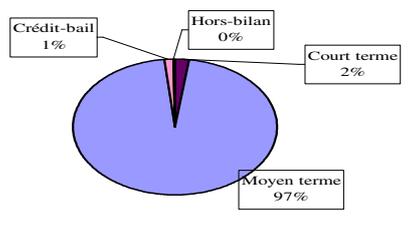


**Autres secteurs d'activités**

En milliers d'euros



Structure (en %)



## 5. Rappel des taux

### 5.1 Taux règlementés

#### TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPEENNE

Taux de soumission minimal des opérations principales de refinancement (14/03/2007)	3,75 %
Taux de la facilité de dépôt (14/03/2007)	2,75 %
Taux de la facilité de prêt marginal (14/03/2007)	4,75 %

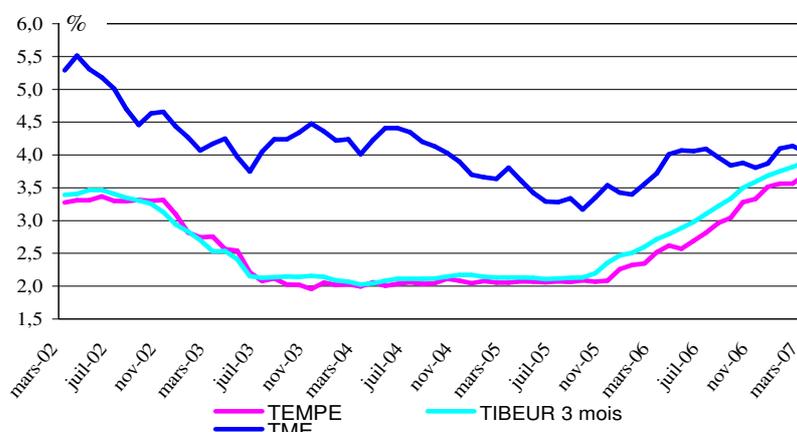
#### TAUX DE L'ÉPARGNE RÉGLEMENTÉE (depuis le 1<sup>er</sup> août 2006)

Livret A et bleu	2,75%	Codevi	2,75%	LEP	3,75%	PEL	2,50%	CEL	1,75%
------------------	-------	--------	-------	-----	-------	-----	-------	-----	-------

#### TAUX D'INTERET LEGAL

ANNEE 2007 (JO du 21/02/07)	2,95%
ANNEE 2006 (JO du 07/02/06)	2,11%

### 5.2 Principaux taux de marché



### 5.3 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (T.E.G.) excède, au moment où il est consenti, le taux d'usure publié en application de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n°66-1010 du 28 décembre 1996.

Catégorie		Taux effectif pratiqué au 1 <sup>er</sup> trimestre 2007 par les établissements de crédit	Plafond de l'usure applicable à compter du 2 <sup>ème</sup> trimestre 2007
PARTICULIERS	<b>Prêts immobiliers</b>		
	- Prêts à taux fixe	4,70 %	6,27 %
	- Prêts à taux variable	4,68 %	6,24 %
	- Prêts relais	4,76 %	6,35 %
	<b>Autres prêts</b>		
- Prêts ≤ 1 524 € (*)	15,25 %	20,33 %	
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament > 1 524 € (*)	14,44 %	19,25 %	
- Prêts personnels et autres prêts > 1 524 €	6,54 %	8,72 %	
ENTREPRISES	Découverts en compte (**)	10,83 %	14,44 %
A noter que l'article 7 de la loi n° 2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises a supprimé la référence à un taux de l'usure, excepté pour les découverts, pour les prêts aux commerçants, artisans, entrepreneurs individuels et aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte.			

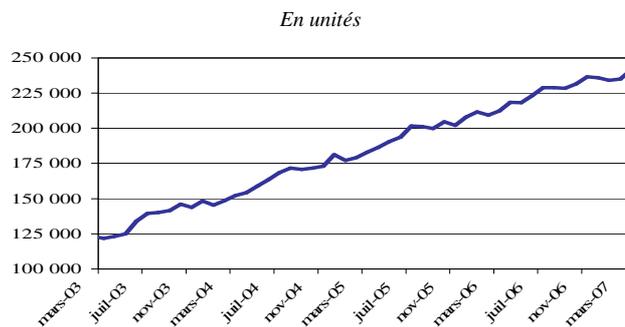
(\*) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

(\*\*) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

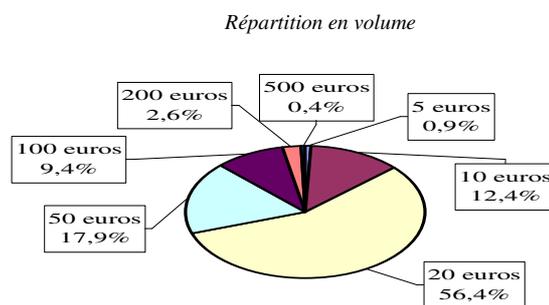
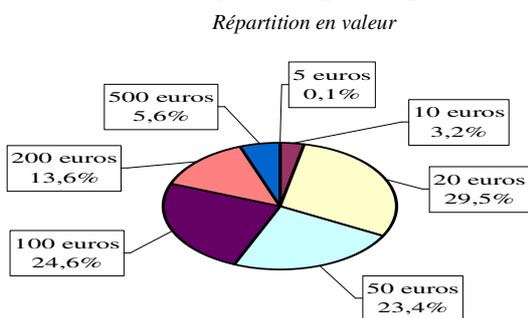
## 6. Monnaie fiduciaire

### 6.1 Emission de billets euros

#### Emissions nettes cumulées de billets (\*)



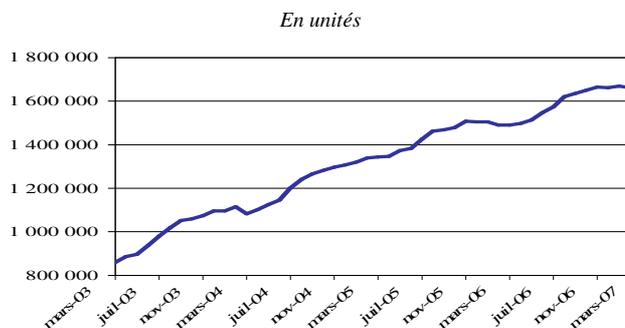
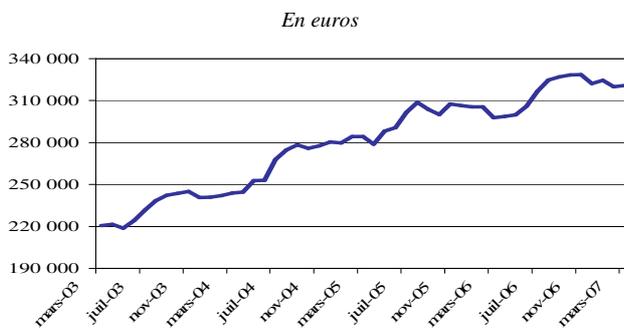
#### Répartition par coupures de l'émission nette cumulée de billets au 31 mars 2007



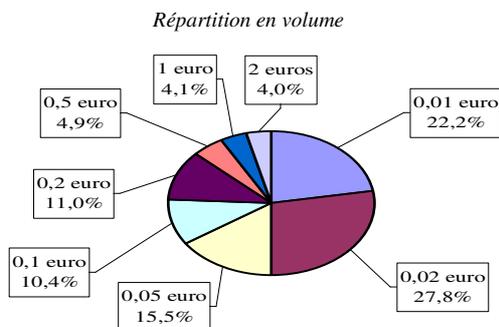
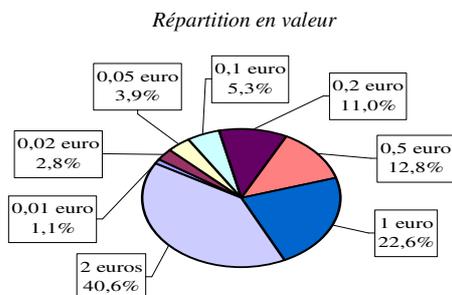
(\*) Les émissions nettes sont la différence entre les billets émis et les billets retirés de la circulation. L'émission nette cumulée représente le cumul des émissions nettes mensuelles depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2002, pré-alimentation comprise.

### 6.2 Emission de pièces euros

#### Emissions nettes cumulées de pièces (\*)



#### Répartition par coupures de l'émission nette cumulée de pièces au 31 mars 2007



(\*) Les émissions nettes sont la différence entre les pièces émis et les pièces retirées de la circulation. L'émission nette cumulée représente le cumul des émissions nettes mensuelles depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2002, pré-alimentation comprise.

**INSTITUT D'EMISSION DES DEPARTEMENTS D'OUTRE MER**

Directeur de la publication : Alain VIENNEY  
Responsable de la rédaction : Victor-Robert NUGENT  
Edition : IEDOM  
Dépôt légal : Juin 2007 - ISSN 0296 - 3116

**INSTITUT D'ÉMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER**

22, place du Général de Gaulle

BP 4202

97 500 Saint-Pierre-et-Miquelon

Téléphone : 05.08.41.06.00 – Télécopie : 05.08.41.25.98

Site internet : [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)